

## Point 8 : Présentation des orientations du budget initial 2014

*Motion des représentants du personnel SUD-Recherche-EPST / FO / CGT*

*A l'adresse du président de l'Irstea, et des ministres en charge de la Recherche, de l'Agriculture et de l'Ecologie*

Le CTEP d'IRSTEA réuni le 13 Novembre 2013 a été informé des orientations du budget 2014 présenté par la direction de l'institut.

Le CTEP dénonce le budget présenté, dans la droite ligne du PLF 2014 et de sa politique d'austérité qui est en train de tuer le service public. Il réaffirme son opposition à la baisse continue des emplois dans la Fonction Publique et à la réduction drastique des budgets de fonctionnement et d'investissement (qui se traduisent aussi par des gels d'emplois) qui rendent problématique l'exercice des missions dans de nombreux services publics. Cette austérité se traduit aussi par une quatrième année consécutive de gel du point d'indice : en 12 ans, les fonctionnaires ont ainsi perdu 16,30% de pouvoir d'achat !

Le CTEP réaffirme son attachement à un service public de la recherche de qualité, incompatible avec les problèmes chroniques de précarité de l'emploi et de manque de soutien budgétaire des ministères de tutelle, qui se traduit aujourd'hui à IRSTEA par une attaque en règle de toutes les dépenses concernant le personnel : réduction de la masse salariale avec la remise en cause des concours externes et des promotions, baisse drastique proposée du budget de la formation,.

Il considère que la recherche est une activité qui ne peut se concevoir sur des pas de temps courts, sur des financements au coup par coup avec des personnels en CDD (dont le nombre a explosé ces dernières années) ou de la sous-traitance. Un EPST ne doit pas seulement répondre aux questions sociétales mais être capable de les anticiper, et disposer des moyens propres, en personnels titulaires et en crédits budgétaires, pour garantir l'indépendance de la recherche et de l'expertise publique.

Aujourd'hui, les subventions versées par les ministères sur le P187 et surtout sur le P142 ne suffisent plus à couvrir la masse salariale des emplois correspondants. 11 emplois Agriculture sont déjà officiellement gelés « définitivement », au total 42,3 ETPT sous plafond n'ont pas été pourvus en 2012, et malgré cela il a fallu puiser dans le fond de réserve pour boucler les paies 2012 et 2013. Le recrutement 2014 ne concernera que quelques postes « stratégiques » choisis par la direction de l'institut.

Avec le budget 2014 et le Contrat d'Objectifs « 14 – 18 » sans moyens, cela va encore s'aggraver dans les années à venir.

Le CTEP demande :

- Une rallonge immédiate au budget 2014 permettant de couvrir *a minima* l'intégralité des dépenses de personnel sous plafond, y compris le GVT,
- La remise en chantier des discussions avec les ministères de tutelle et le MEDDE pour trouver une solution pérenne permettant d'assurer le financement intégral de la masse salariale et des crédits d'accompagnement et de soutien de base par les subventions des ministères, en résolvant notamment la question du programme 142 et du financement par le MEDDE,

*Ces deux points doivent être résolus avant toute signature d'un Contrat d'Objectifs avec l'Etat.*

- le recrutement des personnels permanents exclusivement sur le statut de fonctionnaire des EPST (hors personnels titulaires affectés),
- la sanctuarisation des dépenses de personnels : les économies doivent être recherchées sur d'autres types de dépenses excessives (dans la communication, le recours à la consultance...) voire abusives (avantages en nature indus)

*Motion adoptée par le CTEP, à l'unanimité des votants (7 SUD-Recherche-EPST, 2 FO, 1 CGT)*